



## Entretien - Prospectives et Stratégies

La Lettre Diplomatique n°98 - Deuxième trimestre 2012

### Voisinages stratégiques de l'UE, sécurité énergétique : Rendez-vous à Bakou !

Par M. Emmanuel Dupuy, Président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE)

La 23ème édition du Forum de Crans-Montana s'est tenue à Bakou, en Azerbaïdjan, du 27 juin au 1er juillet. L'édition 2012 a été consacrée aux nombreux défis d'un monde qui change et de celui de l'énergie en particulier.

À cet effet, plusieurs centaines de décideurs diplomatiques, sécuritaires, politiques, économiques, se sont penchés sur l'émergence de nouvelles dynamiques nationales et régionales, fortes d'une nouvelle génération de leaders venus de nouveaux pays émergents (Nigéria, Maroc, Angola, Emirats Arabe Unis) qui prennent toute leur place aux côtés des BRICS. Il en va de même avec les nouveaux venus ou États en reconstruction au sein de la communauté internationale (Monténégro, Soudan du Sud, Macédoine, Irak) devenus eux aussi incontournables dans les nouvelles relations internationales.

Les préoccupations communes quant à la sécurisation des gazoducs et oléoducs, approvisionnant l'Europe, faisant de l'axe mer Noire-Caspienne un enjeu majeur tant pour l'UE, l'OTAN que pour la Russie, ont structuré nombre de débats organisés dans le cadre du Forum, fondé et présidé par l'Ambassadeur Jean-Paul Carteron.

La signature, en parallèle des travaux des auditeurs du Forum, d'un accord entre Bakou et Ankara pour la construction d'un gazoduc trans-Anatolien (TANAP), permettant de transporter le gaz des champs de Shah Deniz et les autres champs gaziers de la Caspienne vers l'Europe vient confirmer que la géopolitique des pipelines reliant les champs gaziers centro-asiatiques à l'Europe, continue, et ce au moment précisément où le projet européen de gazoduc Nabucco semble marquer le pas sur son concurrent russe, South Stream.

Bien évidemment, quand on se trouve sur les rives occidentales de la Mer Caspienne, au centre de ce qu'il convient de baptiser l'Eurasie, l'on peut légitimement s'interroger si le Caucase du Sud, qui s'est affirmé comme un ensemble géopolitique de facto, dans la foulée de la guerre russo-géorgienne, existe vraiment ?

Les trois États, Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan, situés au croisement de l'Europe, de l'Asie et du Proche-Orient, forts de leurs 15 millions d'habitants sont issus de plusieurs dizaines d'ethnies, partagés entre christianisme et islam. Ils ne partagent pas la même langue et divergent quant aux relations, plus ou moins volontairement estompées, tant avec l'ancienne puissance tutélaire soviétique, qu'avec les puissants voisins turc et iranien. Autant de facteurs qui semblent en tout cas infirmer l'existence du Caucase du Sud...

Néanmoins, le nouveau « grand jeu » qui s'y déroule sur fond de pétrodollars, de rivalités russo-américaines - sous couvert de promesse d'adhésion à l'OTAN et de participation à la CEI - et l'émergence d'un intérêt européen de plus en plus significatif, gage de paix et de stabilité régionale sur cet espace pivot des relations internationales, confirme à quel point cette région instable est devenue un enjeu fondamental pour la sécurité internationale.

Le conflit russo-géorgien de l'été 2008, l'échec relatif des « révolutions colorées », inaugurées par la Géorgie en 2003, le non-règlement des conflits dit « gelés » (Ossétie du Sud et Abkhazie en Géorgie, Haut-Karabakh entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie), la géopolitique du pétrole et du gaz, une course aux armements récemment relancée sur fond de tensions vivaces à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ainsi que la proximité avec les foyers conflictuels iranien, irakien et syrien, semblent des éléments suffisamment perturbateurs pour rendre caduque, pour l'heure, l'expression d'une réelle intégration régionale pourtant revendiquée aux lendemains des indépendances de 1991, que les forts taux de croissance et le scénario commun du divorce avec Moscou

auraient dû légitimer.

Sans parler de réel « consensus transatlantique » sur la Russie. Cette dernière et le reste de la communauté transatlantique partagent pourtant bien des valeurs communes, et ont, vis-à-vis des zones géographiques stratégiques d'intérêt mutuel, à l'instar de l'Arctique, du Grand-Nord, du pourtour de la mer Noire, de la Méditerranée et de l'Asie centrale, des convergences nécessitant dialogue et coopération entre la Russie, l'UE et les États-Unis.

Face à l'ultra-dépendance vis-à-vis de sociétés russes, tel que le géant énergétique Gazprom - qui ne sera néanmoins très probablement pas en mesure d'assurer seul les investissements nécessaires à la satisfaction des besoins énergétiques européens des années 2020-2030 - il est apparu aussi clairement la nécessité de poser ensemble, entre Français, Allemands et Russes, les jalons d'une architecture de sécurité énergétique spécifique et inédite, qui reste désormais à fidéliser et communautariser aux 25 autres États européens.

À l'instar de l'esprit d'Helsinki qui l'a vu naître en 1975, comme le lieu idoine pour garantir la notion de « Democracy Building » (du point de vue américain) et d'intégration géopolitique et géo-économique eurasiatique (aux yeux de Moscou), l'OSCE\*, fort de ses 56 membres, tant transatlantiques, européens, qu'eurasiatiques, correspond parfaitement à l'outil pertinent et efficace de mise en œuvre de la doctrine communément partagée d'un désarmement conventionnel et nucléaire sur le continent européen.

C'est du moins une réalité si l'on s'en tient aux évocations d'un tel scénario, mis en exergue par le Président Obama, à travers son discours de Prague en avril 2009 et sa volonté de tendre sérieusement vers une option « Global 0 » et in fine d'engager sérieusement des discussions sur la base de la politique de « reset stratégique » proposé par le Président Medvedev.

La déclaration de Corfou, portant sur la contribution de l'OSCE à l'avenir de la sécurité européenne, en juin 2009, le confirme. La ratification par le Sénat américain, fin décembre 2010, du nouveau traité START en est, aussi, un heureux présage.

De ce point de vue, la « sincérité russe » à vouloir participer - sans arrières pensées - à une nouvelle architecture de sécurité européenne, comme le Président Medvedev l'a laissé entendre à plusieurs reprises ces derniers temps, est devenue une réalité, dont il faudra tenir compte.

La relance de l'Ostpolitik européenne - chère aux Allemands -, comme en témoigne le Partenariat oriental (engageant depuis mai 2009 l'UE avec six de ses « voisins » : Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Moldavie, Ukraine et Biélorussie) semble de nouveau trouver un écho particulier, confirmé lors des précédentes éditions du Forum de Crans Montana ou encore à l'occasion de celui de Krynica, qui se tient chaque année dans le Sud de la Pologne.

Il s'y dessine aujourd'hui néanmoins une certaine forme de « conflictualité », renforcée sous les effets multiples des acteurs nationaux (États-Unis, Russie, nouveaux États indépendants issus de l'ex Union soviétique), transnationaux qui l'ont investi ou réinvesti, sous couverts de l'OTAN, de l'UE, de l'OSCE, de la CEI et de l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective).

Les enjeux liés à ce « Grand jeu » (sécurité des approvisionnements énergétiques, lutte contre le terrorisme et la grande criminalité organisée, maîtrise de toutes sortes de proliférations, gestion des flux migratoires, reconnaissance des minorités, multiculturalisme...) débordent le cadre strict de l'espace Mer Noire-Mer Caspienne, dans la mesure où l'évacuation du pétrole et du gaz d'Asie centrale ne profite pas à tous les pays - comme c'est le cas pour l'Iran, mis au ban de ce « Grand jeu ».

Il semble à cet égard, que les États-Unis ont d'ailleurs ouvertement sollicité la Turquie, seconde armée en nombre de l'Alliance, afin de « jouer » utilement sur leur fonction charnière, profitant ainsi de son évidente assise géographique et influence diplomatique et militaire sur le flanc oriental de l'OTAN.

Tous ces acteurs (UE, OTAN, OSCE, États riverains, États-Unis, Russie, Turquie) sont ainsi devenus des acteurs « imbriqués » et dont dépend l'avenir pacifié de cette région pivot entre Europe et Asie. Il convient donc de prendre mieux en compte les exigences de ce continuum avec le Caucase et l'Asie centrale.

Il convient, à cet effet, de ne pas oublier, non plus, le lien eurasiatique évident reliant le bassin de la Mer Noire à l'espace caspien et, au-delà, de l'Asie centrale, notamment en prenant en compte la politique actuelle de la Commission visant à approfondir et

élargir les politiques maritime intégrées de l'UE (cf : Initiative EU 4 Seas).

L'établissement, à cet égard, d'une méthodologie régionale de gestion de la tension et le développement de projet visant à l'intégration régionale sont aussi deux facteurs qui mettent en lumière une similitude de point de vue avec les projets visant à sécuriser durablement les différents espaces maritimes entourant l'UE (Océan Atlantique, Baltique, Méditerranée, Mer Caspienne, Mer de Barents, Mer Noire, Golfe persique...).

Les récentes inflexions américaines autour du dossier de la défense anti-missile balistique a aussi largement contribué à créer les bases de la reprise du dialogue OTAN-Russie, rendant ainsi à l'espace Mer Noire-Caspienne, toute sa centralité « stratégique ».

L'UE semble aussi s'en rendre compte, à travers sa stratégie européenne d'assistance en direction de l'Asie centrale, effective depuis 2007, réactualisée à l'automne 2011, qui vient désormais poursuivre sa stratégie de « partenariat oriental », consacrée à son voisinage immédiat, tant en direction du pourtour de la Mer Noire que, par extension, du Caucase du Sud.

Gageons que cela suffise à éviter une montée des tensions dans la région, en particulier à la frontière azéro-arménienne, autour de l'épineuse question du Nagorny Haut-Karabakh, et que cette mobilisation renaissante de la communauté internationale, dont l'édition 2012 du Forum de Crans n'est qu'un des exemples les plus concrets, permette d'éviter une reprise des conflits dans la région...

Tous droits réservés ® La Lettre Diplomatique